Luc-Armau : finances de la commune

Commune · Pyrénées-Atlantiques (64) · 109 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Luc-Armau affichait un encours de dette de 0 €, soit 0 € par habitant et une épargne brute égale à -9,8 % de ses recettes de fonctionnement.

Dette par habitant
0 €
0 € au total

Capacité de désendettement
non calculable
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
-9,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
860 € / hab.
94 k€ au total

Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	860 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	5,1 %	44 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	-9,8 %	-77 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	0 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Investit-elle ?	11 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	197 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette était de 0 € en 2018 comme en 2025. Valeur la plus haute : 0 € en 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 ; la plus basse : 0 € en 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	0 €	20,2 %	0 ans	0 €
2019	0 €	21,1 %	0 ans	6 279 €
2020	0 €	27,9 %	0 ans	9 685 €
2021	0 €	25,4 %	0 ans	71 k€
2022	0 €	27,4 %	0 ans	86 k€
2023	0 €	29,9 %	0 ans	15 k€
2024	0 €	11,9 %	0 ans	5 578 €
2025	0 €	-9,8 %	—	1 169 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Luc-Armau	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	0 €	815 €	−100 %
Impôts locaux par habitant	197 €	294 €	−33,2 %
Frais de personnel par habitant	44 €	127 €	−65,3 %
Investissement par habitant	11 €	353 €	−97 %
Taux d'épargne brute	-9,8 %	32,8 %	
Capacité de désendettement	non calculable	1,2 ans	

Jumelles : Mousson (54), Artix (09), Quemigny-sur-Seine (21), Velle-le-Châtel (70), Faverolles (52), Saint-Sulpice (70), Margueray (50), Laval-d'Aix (26), Gaussan (65), Beaufort-en-Argonne (55). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	116	109	−6 %	+0,8 %
Dette par habitant	0 €	0 €	—	−15,6 %
Impôts locaux par habitant	108 €	197 €	+82,3 %	+28,4 %
Frais de personnel par habitant	100 €	44 €	−56 %	+26,8 %
Taux d'épargne brute	21,1 %	-9,8 %	−30,9 points	−5 points
Capacité de désendettement	0 ans	non calculable	—	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 699 €		1 847 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Luc-Armau	Comparaison
Habitants (2023)	104	−13,3 % depuis 2012 (département : +6,9 %)
65 ans ou plus (2023)	28,8 %	département : 25,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	4,8 pour 100 habitants	département : 3,9

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

60 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 39 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,3 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	24,1 %	8,4 %	6,6 %	73,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	17,2 %	16,6 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	17,2 %	27,5 %	26,4 %	0 %
Employés	8,6 %	26,6 %	26,1 %	26,3 %
Ouvriers	32,8 %	18,6 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Pyrénées-Atlantiques (64)) : 27 472 au moins, dont 51,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 809	50,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 449	49,8 %
Agents d'entretien de locaux	1 381	83,3 %
Agriculteurs	1 303	30,5 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 227	28,4 %
Aides-soignants	1 126	63,4 %
Employés de l'hôtellerie	1 102	64,1 %
Cuisiniers	949	72,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	909	63,8 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	630	37,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Luc-Armau
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	38 k€ pour 1 projet
Par habitant	349 € (communes de même taille : 260 € ; département : 205 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	30 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.